

Gelet op het ministerieel besluit van 25 augustus 2015 ter uitvoering van het koninklijk besluit van 4 september 2014 tot vaststelling van de modaliteiten en de voorwaarden voor de toekenning van de toelage bedoeld in artikel 3ter van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening voor de periode van 1 april 2015 tot 31 maart 2016;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 4 oktober 2016,

Besluit :

Artikel 1. In de bijlage 1 van het ministerieel besluit van 25 augustus 2015 ter uitvoering van het koninklijk besluit van 4 september 2014 tot vaststelling van de modaliteiten en de voorwaarden voor de toekenning van de toelage bedoeld in artikel 3ter van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening voor de periode van 1 april 2015 tot 31 maart 2016, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 23 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° op de lijn « CENTRE DE SECOURS AMBULANCE POSTE GILLY », worden de woorden « € 18.005,00 » vervangen door de woorden « € 36.010,00 »;

2° op de lijn « HULPVERLENINGSZONE VLAAMSE ARDENNEN », worden de woorden « € 43.345,00 » vervangen door de woorden « € 54.015,00 ».

Brussel, 27 oktober 2016.

Maggie DE BLOCK

Vu l'arrêté ministériel du 25 août 2015 portant exécution de l'arrêté royal du 4 septembre 2014 fixant les modalités et les conditions d'octroi du subsidie visé à l'article 3ter de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 octobre 2016,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'annexe 1^{re} de l'arrêté ministériel du 25 août 2015 portant exécution de l'arrêté royal du 4 septembre 2014 fixant les modalités et les conditions d'octroi du subsidie visé à l'article 3ter de la loi du 8 juillet 1964 relative à l'aide médicale urgente pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016, modifié par l'arrêté ministériel du 23 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° à la ligne « CENTRE DE SECOURS AMBULANCE POSTE GILLY », les mots « € 18.005,00 » sont remplacés par les mots « € 36.010,00 »;

2° à la ligne « HULPVERLENINGSZONE VLAAMSE ARDENNEN », les mots « € 43.345,00 » sont remplacés par les mots « € 54.015,00 ».

Bruxelles, le 27 octobre 2016.

Maggie DE BLOCK

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205879]

27 OCTOBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les modalités de sélection et d'indemnisation des formateurs internes auprès de l'Ecole d'administration publique et des services en charge de la formation

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 accordant une allocation aux agents qui prêtent leur concours à la formation du personnel;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 mars 2016;

Vu le rapport du 10 mars 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 10 mars 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 mars 2016;

Vu le protocole n° 700 du Comité de secteur XVI, établi le 20 mai 2016;

Vu l'avis 59.594/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 juillet 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'accord de coopération conclu le 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne créant une Ecole d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne;
Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;
Après délibération,
Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions et champ d'application*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'accord de coopération : l'accord de coopération du 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne créant une Ecole d'Administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne;

2^o l'Ecole : l'Ecole d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne créée par l'accord de coopération du 10 novembre 2011;

3^o le Collège scientifique : le Collège scientifique de l'Ecole visé aux articles 20 à 24 de l'accord de coopération du 10 novembre 2011;

4^o le Conseil d'administration : le Conseil d'administration de l'Ecole visé aux articles 10 à 19 de l'accord de coopération;

5^o le formateur interne : le membre du personnel des services du Gouvernement wallon, des services du Gouvernement de la Communauté française ou des organismes d'intérêt public qui dépendent de la Région wallonne ou de la Communauté française, qui prête à titre occasionnel son concours à l'Ecole ou aux services en charge de la formation;

6^o le participant : le membre du personnel des services du Gouvernement wallon, des services du Gouvernement de la Communauté française ou des organismes d'intérêt public qui dépendent de la Région wallonne ou de la Communauté française, qui suit une formation organisée par l'Ecole ou les services en charge de la formation;

7^o le service en charge de la formation : le service du Gouvernement wallon ou du Gouvernement de la Communauté française ou d'un organisme d'intérêt public qui dépend de la Région wallonne ou de la Communauté française et qui est en charge de la formation du personnel;

8^o le Secrétaire général : le secrétaire général au sens de l'article 6, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique ou le fonctionnaire dirigeant de l'organisme d'intérêt public concerné.

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux formateurs internes des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public qui en dépendent.

CHAPITRE II. — *Sélection et désignation des formateurs internes*

Art. 3. Les formateurs internes sont sélectionnés sur base de leurs compétences techniques et pédagogiques.

Une fois sélectionné par le service en charge de la formation ou l'Ecole, le formateur interne est repris dans la liste des formateurs internes et peut dispenser des formations tant pour le service en charge de la formation que pour l'Ecole.

Toute décision de sélection d'un formateur interne est communiquée à l'Ecole en vue d'actualiser la liste des formateurs internes. Cette liste mise à jour est communiquée aux services en charge de la formation.

Art. 4. § 1^{er}. La procédure de sélection est mise en œuvre par le Conseil d'administration de l'Ecole ou le Secrétaire général selon que la formation relève des compétences de l'Ecole ou des services du Gouvernement.

§ 2. Lorsque la liste des formateurs ne permet pas de rencontrer les besoins de la formation, le Conseil d'administration ou le Secrétaire général, chacun pour ce qui le concerne, lance un appel à candidatures afin de sélectionner des formateurs internes.

L'appel à candidatures est diffusé au sein des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public qui en dépendent.

§ 3. L'appel à candidatures reprend :

1^o la liste des thématiques des formations à donner par les formateurs internes;

2^o le contenu de chaque formation;

3^o les conditions de recevabilité des candidatures;

4^o le formulaire de candidature.

Les conditions de recevabilité des candidatures visées au 3^o de l'alinéa 1^{er} sont :

1^o être titulaire d'une évaluation favorable;

2^o ne pas faire l'objet d'une sanction disciplinaire non radiée;

3^o être titulaire d'un diplôme en lien avec la matière de la formation ou d'une expérience en lien avec la matière de la formation de minimum six ans.

Les candidatures transmises spontanément au service en charge de la formation et à l'Ecole via le formulaire mis à disposition sur le site internet du service en charge de la formation ou de l'Ecole sont intégrées aux candidatures de l'appel.

§ 4. La recevabilité des candidatures est examinée par le Secrétaire général ou le Conseil d'administration, chacun pour ce qui le concerne.

Les candidatures déclarées recevables par le Secrétaire général ou le Conseil d'administration sont transmises à un jury de sélection. La composition du jury est fixée par le Secrétaire général ou le Conseil d'administration.

Le jury comprend au moins trois membres. Il disposera d'une expertise technique et pédagogique liée à la thématique de la formation. Le président du Collège scientifique ou son délégué préside le jury lorsqu'il s'agit de formations de la compétence de l'Ecole.

§ 5. Les candidats dont la candidature a été déclarée recevable sont auditionnés par le jury de sélection. Cette audition vise à évaluer tant les compétences techniques que pédagogiques des candidats à exercer la fonction de formateur interne.

§ 6. Au terme de l'audition, le jury de sélection émet un avis motivé sur chaque candidat selon qu'il l'estime "apte" ou "non apte" à exercer la fonction de formateur interne et transmet cet avis motivé au Secrétaire général ou au Collège scientifique.

§ 7. Après audition des candidats par le jury, le Conseil d'administration sur proposition du Collège scientifique, ou le Secrétaire général, chacun pour ce qui le concerne, sélectionne les formateurs internes.

§ 8. Il est établi une liste des formateurs internes par ordre alphabétique.

Cette liste est tenue par l'Ecole. Les membres de la liste sont tenus de lui notifier par écrit, toute modification de leurs coordonnées.

§ 9. Le président et les membres du jury de sélection, qui ne sont pas membres du personnel des services du Gouvernement wallon, des services du Gouvernement de la Communauté française ou des organismes d'intérêt public qui dépendent de la Région wallonne ou de la Communauté française, bénéficient d'une allocation de 75 euros par demi-journée, rattachée à l'indice pivot 138.01 au 1^{er} janvier 1990 et indexée conformément à l'article 8, alinéa 2.

En toute hypothèse, une réunion du jury qui se tient dans la continuité d'une réunion du Collège scientifique ne donne pas droit, dans le chef des membres du jury qui sont également membres du Collège scientifique, à l'allocation visée au présent paragraphe.

Art. 5. Le Conseil d'administration sur proposition du Collège scientifique ou le Secrétaire général, chacun pour ce qui le concerne, peut, après avoir entendu le formateur interne, décider de son retrait de la liste des formateurs internes, dans les hypothèses suivantes :

- 1° le formateur interne ne respecte pas le contenu et l'organisation de la formation;
- 2° l'évaluation des participants est majoritairement négative;
- 3° le formateur ne remplit plus une des conditions de recevabilité visée à l'article 4, § 3, alinéa 2;
- 4° le formateur n'a pas suivi la formation pédagogique visée à l'article 7, alinéa 2.

Toute décision de retrait de la liste des formateurs internes est communiquée à l'Ecole.

Le formateur interne peut demander à être retiré de la liste en informant par écrit l'Ecole.

Art. 6. Après avis du supérieur hiérarchique quant aux disponibilités du formateur, le Directeur général de l'Ecole ou le Secrétaire général, chacun pour ce qui le concerne, désigne, pour chaque formation, un formateur parmi les formateurs sélectionnés pour la thématique en lien avec la formation concernée.

Art. 7. Le temps consacré par le formateur interne à donner la formation n'excède pas dix pour cent de son temps de travail annuel, sauf accord du Secrétaire général ou du Directeur général dont dépend le formateur interne.

Les formateurs internes suivent une formation pédagogique par an organisée par l'Ecole.

Les formations pédagogiques à destination des formateurs internes et le travail collectif sur la définition du contenu de la formation à la demande de l'Ecole ou des services en charge de la formation ont lieu pendant le temps de travail.

Les préparations individuelles et la rédaction des supports pédagogiques sont réalisées en dehors du temps de travail.

CHAPITRE III. — *Indemnisation des formateurs internes*

Art. 8. Pour chacune des prestations suivantes, tout formateur interne reçoit une allocation dont le montant est fixé comme suit:

- 1° un cours : 25 euros par heure de formation donnée;
- 2° une session d'armement, tir et mission de police :
 - a) comme moniteur : 9,29 euros par heure;
 - b) comme directeur de session: 12,38 euros par heure;
- 3° un module e-learning : 129,28 euros par module de deux heures;
- 4° une réponse à des questions en ligne via une plateforme : 3,71 euros par réponse;
- 5° une élaboration ou adaptation du contenu du support pédagogique à la demande de l'Ecole ou du service de formation : un forfait de 111,45 euros;
- 6° une rédaction de questions d'examen : un forfait de 74,30 euros pour l'ensemble des questions relevant d'une matière;
- 7° une correction de travaux : 3,71 euros par travail corrigé.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} sont liés aux fluctuations de l'indice des prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et rattachés à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

La liquidation des montants visés à l'alinéa 1^{er} s'effectue sur la base de déclarations de créance datées et signées, accompagnées des pièces justificatives.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 9. Dans le livre premier, titre V, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, il est inséré un chapitre IV, comportant l'article 109, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 et rétabli dans la rédaction suivante, et l'article 109bis, rédigé comme suit :

« Chapitre IV. De la mission de service pour les membres du personnel désignés formateurs internes auprès de l'Ecole d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne ou de la Direction de la Formation du personnel

Art. 109. Le membre du personnel qui, en tant que formateur interne au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2016 fixant les modalités de sélection et d'indemnisation des formateurs internes auprès de l'École d'administration publique et des services en charge de la formation, donne une formation à l'École d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne ou à la Direction de la Formation du personnel est considéré comme étant en mission de service.

Art. 109bis. Le membre du personnel visé à l'article 109 qui utilise les transports en commun pour se rendre sur le lieu de formation bénéficie d'une indemnité calculée conformément aux articles 523 à 527.

Le membre du personnel qui utilise son véhicule personnel pour se rendre sur le lieu de formation bénéficie de l'indemnité visée à l'article 535, alinéa 2. »

Art. 10. L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 accordant une allocation aux agents qui prêtent leur concours à la formation du personnel et l'article 49 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie sont abrogés.

Art. 11. Tout membre du personnel des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public qui dépendent de la Région wallonne, qui a donné des formations pour le service en charge de la formation ou l'École, endéans les quatre ans précédant l'entrée en vigueur du présent arrêté est, de plein droit, repris dans la liste des formateurs internes s'il remplit les conditions de recevabilité prévues à l'article 4, § 3, alinéa 2, 1^o et 2^o.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Art. 13. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 octobre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/205879]

27. OKTOBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Modalitäten zur Auswahl und Entschädigung der internen Ausbilder bei der Schule für öffentliche Verwaltung und den mit der Ausbildung beauftragten Dienststellen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, Artikel 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2010 zur Gewährung einer Zulage für die Bediensteten, die an der Ausbildung des Personals mitwirken;

Aufgrund der am 7. März 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des Berichts vom 10. März 2016, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 10. März 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 10. März 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 20. Mai 2016 erstellten Protokolls Nr. 700 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 11. Juli 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 59.594/4 des Staatsrats;

In Erwägung des am 10. November 2011 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Gründung einer gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Definitionen und Anwendungsbereich

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o Zusammenarbeitsabkommen: das Zusammenarbeitsabkommen vom 10. November 2011 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Gründung einer der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung;

2^o Schule: die der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region gemeinsame Schule für öffentliche Verwaltung, die durch das Zusammenarbeitsabkommens vom 10. November 2011 gegründet wurde;

3^o wissenschaftliches Kollegium: das in Artikel 20 bis 24 des Zusammenarbeitsabkommens vom 10. November 2011 genannte wissenschaftliche Kollegium der Schule;

4^o Verwaltungsrat: der in Artikel 10 bis 19 des Zusammenarbeitsabkommens genannte Verwaltungsrat der Schule;

5° interner Ausbilder: das Personalmitglied der Dienststellen der Wallonischen Regierung, der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft oder der von der Wallonischen Region bzw. der Französischen Gemeinschaft abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses, das der Schule oder den mit der Ausbildung beauftragten Dienststellen gelegentlich seine Dienste zur Verfügung stellt;

6° Teilnehmer: das Personalmitglied der Dienststellen der Wallonischen Regierung, der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft oder der von der Wallonischen Region bzw. der Französischen Gemeinschaft abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses, das an einer von der Schule oder von den mit der Ausbildung beauftragten Dienststellen organisierten Ausbildung teilnimmt;

7° mit der Ausbildung beauftragte Dienststelle: die Dienststelle der Wallonischen Regierung bzw. der Regierung der Französischen Gemeinschaft oder einer von der Wallonischen Region bzw. der Französischen Gemeinschaft abhängenden Einrichtung öffentlichen Interesses, die mit der Personalausbildung beauftragt wird;

8° Generalsekretär: der Generalsekretär im Sinne von Artikel 6 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes oder der leitende Beamte der betroffenen Einrichtung öffentlichen Interesses.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die internen Ausbilder der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der von ihr abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses.

KAPITEL II — Auswahl und Benennung der internen Ausbilder

Art. 3 - Die internen Ausbilder werden auf der Grundlage ihrer fachlichen und pädagogischen Kompetenzen ausgewählt.

Sobald er von der mit der Ausbildung beauftragten Dienststelle oder von der Schule ausgewählt wurde, wird der interne Ausbilder in die Liste der internen Ausbilder aufgenommen und darf sowohl für die mit der Ausbildung beauftragte Dienststelle als auch für die Schule Ausbildungen erteilen.

Jeder Beschluss über die Auswahl eines internen Ausbilders wird der Schule mitgeteilt mit dem Ziel, die Liste der internen Ausbilder zu aktualisieren. Diese aktualisierte Liste wird den mit der Ausbildung beauftragten Dienststellen zugeleitet.

Art. 4 - § 1 - Das Auswahlverfahren wird vom Verwaltungsrat der Schule oder vom Generalsekretär durchgeführt, je nachdem, ob die Ausbildung in die Zuständigkeit der Schule oder der Regierungsdienststellen fällt.

§ 2 - Falls die Anforderungen der Ausbildung durch die Liste der Ausbilder nicht erfüllt werden können, veröffentlicht der Verwaltungsrat bzw. der Generalsekretär, je nach Zuständigkeitsbereich, einen Aufruf an die Bewerber, um interne Ausbilder auszuwählen.

Der Aufruf an die Bewerber wird innerhalb der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der von ihr abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses verbreitet.

§ 3 - Der Aufruf an die Bewerber umfasst:

- 1° die Auflistung der Themenstellungen der von den internen Ausbildern zu erteilenden Ausbildungen;
- 2° den Inhalt jeder einzelnen Ausbildung;
- 3° die Zulässigkeitsbedingungen für die Bewerbungen;
- 4° das Bewerbungsformular.

Die in Absatz 1 Ziffer 3 genannten Zulässigkeitsbedingungen für die Bewerbungen sind die folgenden:

- 1° eine günstige Bewertung vorweisen;
- 2° nicht unter der Wirkung einer nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein;

3° ein Diplom besitzen, das im Zusammenhang mit dem Lehrfach der Ausbildung steht, oder eine fachbezogene Berufserfahrung von mindestens 6 Jahren vorweisen.

Die Bewerbungen, die der mit der Ausbildung beauftragten Dienststelle und der Schule unaufgefordert über das Formular übermittelt werden, das auf den Internetseiten der mit der Ausbildung beauftragten Dienststelle oder der Schule abzurufen ist, werden den im Rahmen des Aufrufs an die Bewerber eingereichten Bewerbungen hinzugefügt.

§ 4 - Die Zulässigkeit der Bewerbungen wird vom Generalsekretär bzw. vom Verwaltungsrat, je nach Zuständigkeitsbereich, geprüft.

Die vom Generalsekretär bzw. vom Verwaltungsrat als zulässig erklärten Bewerbungen werden einer Auswahljury übermittelt. Die Zusammensetzung der Jury wird vom Generalsekretär bzw. vom Verwaltungsrat festgelegt.

Die Jury zählt mindestens drei Mitglieder. Sie verfügt über fachliche und pädagogische Expertise im Zusammenhang mit der Themenstellung der Ausbildung. Der Vorsitzende des wissenschaftlichen Kollegiums oder sein Stellvertreter führt den Vorsitz der Jury, wenn es sich um Ausbildungen handelt, die in den Zuständigkeitsbereich der Schule fallen.

§ 5 - Die Bewerber, deren Bewerbung als zulässig erklärt worden ist, werden von der Auswahljury angehört. Ziel dieser Anhörung ist es, zu bewerten, ob die Bewerber sowohl fachlich als pädagogisch in der Lage sind, die Funktion eines internen Ausbilders auszuüben.

§ 6 - Nach Abschluss der Anhörung gibt die Auswahljury eine mit Gründen versehene Stellungnahme über jeden Bewerber ab, abhängig davon, ob sie ihn für "geeignet" bzw. "ungeeignet" zur Ausübung der Funktion eines internen Ausbilders hält und übermittelt dem Generalsekretär bzw. dem wissenschaftlichen Kollegium diese mit Gründen versehene Stellungnahme.

§ 7 - Nachdem die Jury die Bewerber angehört hat, wählt der Verwaltungsrat auf Vorschlag des wissenschaftlichen Kollegiums bzw. der Generalsekretär, je nach Zuständigkeitsbereich, die internen Ausbilder aus.

§ 8 - Es wird eine alphabetische Liste der internen Ausbilder aufgestellt.

Diese Liste wird von der Schule geführt. Die aufgelisteten Personen sind verpflichtet, ihr jede Änderung ihrer Personalien schriftlich mitzuteilen.

§ 9 - Der Vorsitzende und die Mitglieder der Auswahljury, die nicht zum Personal der Dienststellen der Wallonischen Regierung, der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft oder der von der Wallonischen Region bzw. der Französischen Gemeinschaft abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses gehören, haben Anspruch auf eine Zulage in Höhe von 75 Euro pro halben Tag; diese ist an den Schwellenindex 138.01 vom 1. Januar 1990 gebunden und wird in Übereinstimmung mit Artikel 8 Absatz 2 indiziert.

Ein Zusammentreten der Jury, das im Anschluss eine Versammlung des wissenschaftlichen Kollegiums stattfindet, begründet unter keinen Umständen einen Anspruch auf die im vorliegenden Paragraphen erwähnte Zulage für die Jurymitglieder, die auch Mitglieder des wissenschaftlichen Kollegiums sind.

Art. 5 - Der Verwaltungsrat (auf Vorschlag des wissenschaftlichen Kollegiums) bzw. der Generalsekretär, je nach Zuständigkeitsbereich, kann nach Anhörung des internen Ausbilders in den folgenden Fällen beschließen, diesen aus der Liste der internen Ausbilder zu streichen:

- 1° Der interne Ausbilder hält sich nicht an den Inhalt und an die Organisation der Ausbildung;
 - 2° Die Bewertung der Teilnehmer erweist sich mehrheitlich als negativ;
 - 3° Der Ausbilder erfüllt eine der in Artikel 4 § 3 Absatz 2 genannten Zulässigkeitsbedingungen nicht mehr;
 - 4° Der Ausbilder hat an der in Artikel 7 Absatz 2 genannten pädagogischen Ausbildung nicht teilgenommen.
- Jeder Beschluss zur Streichung aus der Liste der internen Ausbilder wird der Schule mitgeteilt.

Der interne Ausbilder kann im Rahmen einer schriftlichen Mitteilung an die Schule darum bitten, aus der Liste gestrichen zu werden.

Art. 6 - Nach Stellungnahme des Vorgesetzten über die Verfügbarkeit des Ausbilders benennt der Generaldirektor der Schule bzw. der Generalsekretär, je nach Zuständigkeitsbereich, für jede Ausbildung einen Ausbilder unter den Ausbildern, die für die Themenstellung, die im Zusammenhang mit der betroffenen Ausbildung steht, ausgewählt wurden.

Art. 7 - Die Zeit, die der interne Ausbilder der Ausbildung widmet, darf nicht mehr als zehn Prozent seiner jährlichen Arbeitszeit ausmachen, außer wenn der Generalsekretär bzw. der Generaldirektor, dem der interne Ausbilder untersteht, sein Einverständnis erteilt.

Die internen Ausbilder nehmen ein Mal im Jahr an einer von der Schule organisierten Ausbildung teil.

Die für die internen Ausbilder bestimmten pädagogischen Ausbildungen und die gemeinsame Arbeit an der Festlegung des Ausbildungsinhalts auf Anfrage der Schule oder der mit der Ausbildung beauftragten Dienststellen finden innerhalb der Arbeitszeit statt.

Die individuellen Vorbereitungen und die Abfassung von didaktischem Material erfolgen außerhalb der Arbeitszeit.

KAPITEL III — *Entschädigung der internen Ausbilder*

Art. 8 - Für jede der folgenden Leistungen erhält jeder Ausbilder eine Zulage, deren Betrag wie folgt festgelegt ist:

- 1° Unterricht: 25 Euro pro geleistete Ausbildungsstunde;
- 2° Lehrgang Waffentechnik - Schießen - Polizeiaufgaben:
 - a) als Ausbilder: 9,29 Euro pro Stunde;
 - b) als Leiter des Lehrgangs: 12,38 Euro pro Stunde;
- 3° E-Learning-Modul: 129,28 Euro pro zweistündiges Modul;
- 4° Antwort auf online Fragen über eine IT-Plattform: 3,71 Euro pro Antwort;
- 5° Ausarbeitung oder Anpassung des Inhalts des didaktischen Materials auf Anfrage der Schule oder der Ausbildungsdienststelle: Pauschalbetrag von 111,45 Euro;
- 6° Abfassung von Prüfungsfragen: Pauschalbetrag von 74,30 Euro für die gesamten fachbezogenen Fragen;
- 7° Korrektur der Arbeiten: 3,71 Euro pro korrigierte Arbeit.

Die in Absatz 1 erwähnten Beträge sind an die Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise gebunden gemäß den Regeln, die durch das Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreichs vorgeschrieben sind, und werden an den Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

Die Auszahlung der in Absatz 1 genannten Beträge erfolgt auf der Grundlage von datierten und unterzeichneten Schuldforderungen unter Beifügung der entsprechenden Belege.

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

Art. 9 - In Buch I Titel V des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes wird ein Kapitel IV mit folgendem Wortlaut eingefügt, das den durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 aufgehobenen und in der nachstehenden Fassung wieder aufgenommenen Artikel 109 und den Artikel 109bis umfasst:

«Kapitel IV - Dienstauftrag für die Personalmitglieder, die als interne Ausbilder bei der der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung oder bei der Direktion der Personalausbildung benannt werden.

Art. 109 - Das Personalmitglied, das als interner Ausbilder im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Oktober 2016 zur Festlegung der Modalitäten zur Auswahl und Entschädigung der internen Ausbilder bei der Schule für öffentliche Verwaltung und den mit der Ausbildung beauftragten Dienststellen eine Ausbildung an der der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung oder bei der Direktion der Personalausbildung erteilt, gilt als im Rahmen eines Dienstauftrags tätig.

Art. 109bis - Das in Artikel 109 erwähnte Personalmitglied, das die öffentlichen Verkehrsmittel benutzt, um sich zum Ausbildungsort zu begeben, hat Anspruch auf eine nach Maßgabe von Art. 523 bis 527 berechnete Entschädigung.

Das Personalmitglied, das sein eigenes Fahrzeug benutzt, um sich zum Ausbildungsort zu begeben, hat Anspruch auf die in Art. 535 Absatz 2 erwähnte Entschädigung.»

Art. 10 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2010 zur Gewährung einer Zulage für die Bediensteten, die an der Ausbildung des Personals mitwirken und der Artikel 49 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachterteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie werden außer Kraft gesetzt.

Art. 11 - Jedes Personalmitglied der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der von der Wallonischen Region abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses, das in den letzten vier Jahren vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses Ausbildungen für die mit der Ausbildung beauftragte Dienststelle oder für die Schule erteilt hat, wird von Rechts wegen in die Liste der internen Ausbilder aufgenommen, wenn es die in Artikel 4 § 3 Absatz 2 Ziffer 1 und 2 erwähnten Zulässigkeitsbedingungen erfüllt.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2017 in Kraft.

Art. 13 - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Oktober 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung
C. LACROIX

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/205879]

27 OKTOBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de regels voor de selectie en de vergoeding van de interne opleidingenverstrekkers bij de "Ecole d'administration publique" (Openbare bestuurschool) en de vormingsdiensten

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 houdende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 tot toekenning van een uitkering aan de personeelsleden die meewerken aan de opleiding van het personeel;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 maart 2016;

Gelet op het rapport van 10 april 2016 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 10 maart 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 maart 2016;

Gelet op protocol nr. 700 van Sectorcomité XVI, opgesteld op 20 mei 2016;

Gelet op advies nr. 59.594/4 van de Raad van State, gegeven op 11 juli 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst gesloten op 10 november 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een Openbare bestuurschool die gemeenschappelijk is aan de Franse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° samenwerkingsakkoord : samenwerkingsovereenkomst van 10 november 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een Openbare bestuurschool die gemeenschappelijk is aan de Franse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest;

2° bestuurschool : Openbare bestuurschool die gemeenschappelijk is aan de Franse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest, opgericht bij het samenwerkingsakkoord van 10 november 2011;

3° wetenschappelijk college : het wetenschappelijk college van de bestuurschool, bedoeld in de artikelen 20 tot 24 van het samenwerkingsakkoord van 10 november 2011;

4° raad van bestuur : de raad van bestuur van de bestuurschool, bedoeld in de artikelen 10 tot 19 van het samenwerkingsakkoord;

5° interne opleidingenverstrekker : het personeelslid van de diensten van de Waalse Regering, van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap of van de openbare instellingen die van het Waalse Gewest of van de Franse Gemeenschap afhangen, dat occasioneel zijn medewerking verleent aan de bestuurschool of aan de vormingsdiensten;

6° deelnemer : het personeelslid van de diensten van de Waalse Regering, van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap of van de openbare instellingen die van het Waalse Gewest of van de Franse Gemeenschap afhangen, dat een opleiding volgt, georganiseerd door de bestuurschool of de vormingsdiensten;

7° vormingsdienst : de dienst van de Waalse Regering of van de Regering van de Franse Gemeenschap of van een openbare instelling die van het Waalse Gewest afhangt en die belast is met personeelsopleidingen;

8° de secretaris-generaal : de secretaris-generaal in de zin van artikel 6, 1°, van het besluit van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode of de leidend ambtenaar van de betrokken openbare instelling.

Art. 2. Dit besluit is van de toepassing op de interne opleidingenverstrekkers van de Waalse Regering en van de openbare instellingen die ervan afhangen.

HOOFDSTUK II. — *Selectie en aanwijzing van de interne opleidingenverstrekkers*

Art. 3. De interne opleidingenverstrekkers worden op grond van hun technische en pedagogische competenties geselecteerd.

Zodra de selectie door de vormingsdienst of de bestuurschool verricht is, wordt de interne opleidingenverstrekker opgenomen op de lijst van de interne opleidingenverstrekkers en kan hij zowel voor de vormingsdiensten als voor de bestuurschool opleidingen verstrekken.

Iedere beslissing tot selectie van een interne opleidingenverstrekker wordt aan de bestuurschool medegedeeld om de lijst van de interne opleidingenverstrekkers aan te passen. Die bijgewerkte lijst wordt aan de vormingsdiensten medegedeeld.

Art. 4. § 1. De selectieprocedure wordt door de raad van bestuur van de bestuurschool dan wel door de secretaris-generaal uitgevoerd al naar gelang de opleidingen onder de bevoegdheid van de bestuurschool of van de diensten van de Regering vallen.

§ 2. Wanneer het onmogelijk is in de opleidingsbehoeften te voorzien door een beroep te doen op de lijst van de opleidingenverstrekkers, wordt door de raad van bestuur of de secretaris-generaal, ieder wat hem betreft, een oproep tot de kandidaten opgestart om de interne opleidingenverstrekkers te selecteren.

De oproep tot de kandidaten wordt verspreid binnen de diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen.

§ 3. De oproep tot de kandidaten vermeldt :

1° de lijst met de thematische opleidingen die door de interne opleidingenverstrekkers worden gegeven;

2° de inhoud van elke opleiding;

3° de ontvankelijkheidsvoorwaarden van de kandidaturen.

4° het kandidaatsformulier.

De voorwaarden voor de ontvankelijkheid van de kandidaturen bedoeld in lid 1, 3°, zijn :

1° houder zijn van een gunstige beoordeling;

2° geen niet-geschrapte tuchtstraf opgelegd gekregen hebben;

3° houder zijn van een diploma dat in verhouding staat tot de leerstof van de opleiding of minstens zes jaar ervaring hebben in de materie die als leerstof van de opleiding dient.

De spontane kandidaturen die bij de vormingsdienst of de bestuurschool zijn ingediend via het webformulier van de vormingsdienst of van de bestuurschool worden bij de kandidaturen van de oproepprocedure gevoegd.

§ 4. De ontvankelijkheid van de kandidaturen wordt door de secretaris-generaal of de raad van bestuur, ieder wat hem betreft, onderzocht.

De door de secretaris-generaal of de raad van bestuur ontvankelijk verklaarde kandidaturen worden aan selectiejury overgemaakt. De samenstelling van de jury wordt bepaald door de secretaris-generaal of door de raad van bestuur.

De jury telt minstens drie leden. De jury bezit een technische en pedagogische deskundigheid in verband met de thematische opleiding. De voorzitter van het wetenschappelijk college of diens afgevaardigde zit de jury voor wanneer het opleidingen betreft die onder de bevoegdheid van de bestuurschool vallen.

§ 5. De kandidaten wier kandidatuur ontvankelijk is verklaard, worden door de selectiejury gehoord. Die hoorzitting beoogt de inschatting van de technische en pedagogische competenties van de kandidaten om de functie van interne opleidingenverstrekker uit te oefenen.

§ 6. Na afloop van de hoorzitting brengt de selectiejury een gemotiveerd advies uit over elke kandidaat die "geschikt" of "ongeschikt" wordt bevonden om de functie van interne opleidingenverstrekker uit te oefenen en maakt hij dat gemotiveerd advies over aan de secretaris-generaal of aan het wetenschappelijk college.

§ 7. Nadat de jury de kandidaten heeft gehoord, worden de interne opleidingenverstrekkers door de raad van bestuur op de voordracht van het wetenschappelijk college of de secretaris-generaal, ieder wat hem betreft, geselecteerd.

§ 8. Er wordt een alfabetisch gerangschikte lijst van interne opleidingenverstrekkers opgesteld.

Die lijst wordt bijgehouden door de bestuurschool. De leden van de lijst moeten de bestuurschool schriftelijk elke wijziging van hun persoonlijke gegevens mededelen.

§ 9. De voorzitter en de leden van de selectiejury, die geen personeelslid zijn van de diensten van de Waalse Regering, van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap of van de openbare instellingen die van het Waalse Gewest of van de Franse Gemeenschap afhangen, krijgen een uitkering van 75 euro per halve dag, gekoppeld aan spilindex 138.01 op 1 januari 1990 en geïndexeerd overeenkomstig artikel 8, lid 2.

Hoe dan ook geeft een juryvergadering die gehouden wordt als verderzetting van een vergadering van het wetenschappelijk college voor de juryleden die eveneens lid van het wetenschappelijk college zijn niet aanleiding tot de uitkering bedoeld in deze paragraaf.

Art. 5. Nadat de interne opleidingenverstrekker is gehoord, wordt door de raad van bestuur op de voordracht van het wetenschappelijk college of de secretaris-generaal, ieder wat hem betreft, besloten tot de schrapping van de interne opleidingenverstrekkers van genoemde lijst in volgende gevallen:

1° niet-inachtneming, door de interne opleidingenverstrekker, van de inhoud en de organisatie van de opleiding;

2° overwegend negatieve evaluatie door de deelnemers;

3° het niet meer vervullen, door de opleidingenverstrekker, van één van de ontvankelijkheidsvoorwaarden bedoeld in artikel 4, § 3, lid 2;

4° het niet volgen, door de opleidingenverstrekker, van de pedagogische opleiding bedoeld in artikel 7, lid 2.

Elke beslissing tot schrapping van de interne opleidingenverstrekker van genoemde lijst wordt aan de bestuurschool medegedeeld.

De interne opleidingenverstreker kan zelf vragen om van de lijst geschrapt te worden door de bestuurschool daar schriftelijk over in te lichten.

Art. 6. Na advies van de hiërarchische overste wat de beschikbaarheid van de opleidingenverstreker betreft, wijst de directeur-generaal van de bestuurschool of de secretaris-generaal, ieder wat hem betreft, voor elke opleiding, een opleidingenverstreker aan uit de opleidingenverstrekkers die voor het thematisch onderwerp in verband met de betrokken opleiding geselecteerd worden.

Art. 7. De tijd die door de interne opleidingenverstreker besteed wordt aan het geven van de opleiding overschrijdt niet tien percent van zijn jaarlijkse werktijd, behoudens instemming van de secretaris-generaal of van de directeur-generaal van wie de interne opleidingenverstreker afhangt.

De interne opleidingenverstrekkers volgen een pedagogische opleiding per jaar, georganiseerd door de bestuurschool.

De pedagogische opleidingen ten behoeve van de interne opleidingenverstrekkers en het collectieve werk voor de bepaling van de inhoud van de opleiding op vraag van de bestuurschool of de vormingsdiensten vinden plaats tijdens de werkuren.

De individuele voorbereidingen en het maken van de pedagogische informatiedragers worden buiten de werkuren verricht.

HOOFDSTUK III. — *Vergoeding van de interne opleidingenverstrekkers*

Art. 8. Voor elkeen van onderstaande prestaties krijgt iedere interne opleidingenverstreker een uitkering waarvan het bedrag als volgt is bepaald:

- 1° een les : 25 euro per uur verstrekte opleiding;
- 2° een zitting bewapening, schieten en politieopdracht :
 - a) als monitor : 9,29 euro per uur;
 - b) als zittingsdirecteur : 12,38 euro per uur;
- 3° een module e-learning : 129,28 euro per module van twee uur;
- 4° het beantwoorden van on line-vragen via een platform : 3,71 euro per antwoord;
- 5° het uitwerken of aanpassen van de inhoud van de pedagogische informatiedrager op vraag van de bestuurschool of van de vormingsdienst: een forfait van 111,45 euro;
- 6° het opstellen van examenvragen : een forfait van 74,30 euro voor het geheel van de vragen betreffende een materie;
- 7° verbetering van werken : 3,71 euro per verbeterd werk.

De bedragen bedoeld in artikel 1 worden gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen, overeenkomstig de regels voorgeschreven bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Ze worden gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990.

De uitbetaling van de bedragen bedoeld in lid 1 wordt verricht op grond van ondertekende en gedagtekende schuldvorderingsverklaringen die samen met de verantwoordende stukken worden ingediend.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 9. In Boek I, Titel V, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode wordt een hoofdstuk IV ingevoegd, dat artikel 109, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 en opnieuw opgenomen in volgende bewoordingen, en artikel 109bis omvat, luidend als volgt :

« Hoofdstuk IV. Dienstopdracht voor de personeelsleden die aangewezen worden als interne opleidingenverstrekkers bij de openbare bestuurschool die gemeenschappelijk is aan de Franse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest of bij de Directie Personeelsopleidingen.

Art. 109. Het personeelslid dat als interne opleidingenverstreker in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 27 oktober 2016 tot vaststelling van de regels voor de selectie en de vergoeding van de interne opleidingenverstrekkers bij de "Ecole d'administration publique" (Openbare bestuurschool) en de vormingsdiensten een opleiding verstrekt bij de genoemde bestuurschool of de Directie Personeelsopleidingen wordt als in dienststopdracht zijnde beschouwd.

Art. 109bis. Het personeelslid bedoeld in artikel 109 dat gebruik maakt van het openbaar vervoer om zich naar de plaats van de opleiding te begeven, genieten een vergoeding berekend overeenkomstig de artikelen 523 tot en met 527.

Het personeelslid dat gebruik maakt van zijn eigen voertuig om zich naar de plaats van de opleiding te begeven, genieten de vergoeding bedoeld in artikel 535, lid 2. »

Art. 10. Het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 tot toekenning van een uitkering aan de personeelsleden die meewerken aan de opleiding van het personeel en artikel 49 van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst worden opgeheven.

Art. 11. Elk personeelslid van de diensten van de Waalse Regering en van de openbare instellingen die van het Waalse Gewest afhangen, dat opleidingen gegeven heeft voor de vormingsdienst of de bestuurschool binnen de vier jaar voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit besluit maakt van rechtswege deel uit van de lijst van de interne opleidingenverstrekkers als hij de ontvankelijkheidsvoorwaarden bedoeld in artikel 4, § 3, lid 2, 1° en 2°, vervult.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2017.

Art. 13. De minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 oktober 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX